

De “bandit” à “travailleur”? Une réflexion sur l’insertion professionnelle d’ex-trafiquants de drogue ¹

[De “bandido” a “trabalhador”? Uma reflexão sobre a inserção profissional de ex-traficantes de droga]

Silvia Naidin

Mestre em Antropologia Social pela Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS) de Paris

Resumo

Este artigo aborda o processo de ressocialização de um grupo de ex-traficantes de drogas em uma favela do Rio de Janeiro, a Vila Cruzeiro. O trabalho é o resultado de um estudo etnográfico realizado em 2008 entre um grupo de jovens que abandonaram o tráfico com o apoio do Projeto Soldados Nunca Mais, liderado pelo IBISS (Instituto Brasileiro de Inovação em Saúde Social). A iniciativa foi concebida para apoiar aqueles que querem sair do crime, tentando dar-lhes acesso a um “caminho alternativo”, como a profissionalização.

Palavras-Chave

Tráfico de drogas, jovens, favelas, ressocialização, inserção profissional

Le présent article dérive de mon mémoire de master 2 portant sur le processus de resocialisation d’un groupe d’ex-trafiquants de drogue dans une *favela* à Rio de Janeiro. Ce travail est le résultat d’une enquête ethnographique effectuée en 2008, auprès d’un groupe de jeunes ayant quitté le trafic de drogues avec le soutien du projet social Plus Jamais Soldats — PJS (*Soldados Nunca Mais*). Ce projet est mené par l’association IBISS (Institut brésilien d’innovation en santé sociale), fondée par un psychiatre hollandais que j’appellerai ici Heinz. Cette association gère des centres socio-culturels et sportifs dans plusieurs *favelas* de Rio. Le PJS n’est que l’un des projets qu’elle mène. Ayant pour but de soutenir ceux qui veulent abandonner la criminalité, le PJS essaye de leur donner accès à un “chemin alternatif”. La modalité de sortie proposée par le PJS se fonde principalement sur l’insertion professionnelle. De ce fait, l’IBISS essaie d’incorporer les jeunes du PJS au sein de sa propre équipe, dans ses diverses structures locales. J’ai donc accompagné pendant trois mois les “ex-trafiquants” dans leurs journées de travail au sein de l’un de ces centres, situé dans la *favela Vila Cruzeiro* localisée dans le quartier de *Penha* (Zone Nord de la ville).

Cet article analysera donc la question de l’insertion professionnelle comme une “alternative” au trafic de drogues. L’enjeu central pour mes enquêtes peut se traduire de la manière suivante : quitter le trafic de drogues signifie se détacher d’un système de socialisation et s’orienter désormais vers d’autres systèmes de socialisation alternatifs. Il s’agit ainsi d’un processus de “resocialisation”, ou de “conversion des *habitus*”, pour emprunter la formulation de Coutant (2005)². Dans le cas de mes enquêtes, ce processus s’appuie notamment sur le travail. J’essayerai donc de décrire la manière dont ce processus est vécu par mes enquêtés et les tensions qu’il engendre.

La difficulté d’accès au travail

Dès la première fois que Fernando a voulu quitter le trafic de drogues, il est allé voir son patron : *“Je lui ai dit que je n’en pouvais plus et que je voulais abandonner. Il m’a alors répondu un peu en rigolant : Ah ouais ?! Mais tu vas faire quoi alors ? Tu vas travailler ?”*. La question du patron de Fernando semble être au cœur d’un enjeu important pour ceux qui abandonnent le trafic de drogues : que faire à la place ?

L’interrogation du *dono* avance aussi sa réponse, en tout cas, la réponse la plus courante. Dans l’imaginaire des populations des *favelas*, le travail représente l’une des principales alternatives au trafic de drogues (tout autant que le trafic de drogues est perçu comme une alternative au travail, voire au manque de travail). Comme l’affirme Zaluvar, le monde du travail et le monde du crime se présentent comme “deux systèmes de socialisation concurrents qui agissent simultanément dans la formation des jeunes des *favelas*” (2000 : 154). Ce sont des “systèmes de socialisation” puisque chacun d’eux propose un *ethos* ou un *habitus*, c’est-à-dire des “manières d’être”, des “styles de vie” et une “vision de monde” incorporés par les sujets. Ces systèmes sont “concurrents”, car les manières de penser, de sentir et d’agir qu’ils proposent se construisent dans un rapport d’opposition mutuelle. En l’occurrence, la réponse de Fernando à la question ironique de son chef a été : *“Travailler ? Bien sûr que non ! Ça serait la dernière chose que je ferais!”*. D’une manière générale, “ceux qui refusent à chercher de ‘l’argent facile’ ou à ‘se mettre un pistolet à la ceinture, travail-

2

Dans son ouvrage *Délit de Jeunesse*, Coutant mène une enquête ethnographique sur un dispositif d’insertion pour jeunes délinquants en région parisienne. Pour l’auteur, l’expérience des jeunes enquêtés et les transformations qu’ils subissent grâce au travail socio-éducatif entrepris avec eux peut être compris en termes d’une “conversion de l’habitus”. Plus précisément, il s’agit de la conversion des *habitus* déviants en *habitus* conformes. Cette notion, empruntée à Bourdieu, semble offrir un outil d’analyse intéressant pour le cas des jeunes ex-trafiquants de drogues sur lesquels j’ai enquêté.

lent” , constate Zaluar. Ces deux systèmes constituent enfin deux voies importantes dans le “champ des possibles” des jeunes des *favelas*. Ce ne sont pour autant pas les seules. Le sport, notamment le football, la religion (surtout les néo-pentecôtistes) et le mouvement *hip-hop* sont quelques-uns des exemples d’autres voies de socialisation dans l’espace des possibles des jeunes gens des *favelas*. Finalement, il faut encore souligner que les systèmes de socialisation ne sont jamais ni clos ni exclusifs. En effet, ils coexistent dans la formation des individus, c’est-à-dire que chaque individu appartient à de multiples systèmes de socialisation à la fois (familiale, scolaire, sportive, criminelle, etc.).

On voit qu’il est impératif pour ces jeunes de trouver un emploi. La crainte de ne pas être capables de se procurer une nouvelle activité, et donc une nouvelle source de revenus, décourage une grande partie des jeunes de quitter le trafic de drogues. Cette appréhension est, selon Paco³, un grand obstacle dans son travail de persuasion. *“La première chose qu’un bandit te dit lorsque tu essaies de le convaincre à quitter le trafic de drogues est : ‘Mais sortir comment ? Je ne sais rien faire!’”*. Effectivement, tous mes enquêtés ont signalé le fait de “ne pas avoir de profession” ou de “ne savoir rien faire”, comme l’un des obstacles majeurs pour trouver un travail alternatif au commerce de la drogue. Autrement dit, les jeunes hommes que j’ai rencontrés éprouvaient la sensation de n’avoir jamais acquis les compétences nécessaires pour pouvoir s’insérer dans le monde du travail (formel ou informel). Leur expérience dans le trafic de drogues est selon eux le principal responsable de ce manque de compétences. Denis disait souvent : *“J’ai n’ait jamais appris aucune profession... En fait, jusqu’ici je n’ai jamais appris à rien faire. La vie dans le trafic de drogues ne te permet de rien apprendre ! Si t’es dans cette vie t’es toujours dans l’angoisse, dans le stress, c’est pas possible d’apprendre quoi que se soit”*. Alan disait de même : *“Pendant le temps que je suis resté dans le trafic de drogues je n’ai rien appris, je n’ai rien acquis d’autre que des problèmes !”*. L’accomplissement des tâches qui leur étaient déléguées dans le trafic de drogues demandait pourtant des compétences. La dextérité dans la manipulation des armes, l’agilité, la connaissance profonde de la géographie de la *favela* dans laquelle ils trafiquent, la capacité de formuler des stratégies et de trouver des solutions rapides aux situations inattendues (pour pouvoir échapper aux nombreux périls de leur activité) sont quelques-uns des exemples de ces aptitudes. Le témoignage de mes enquêtés semble vouloir exprimer plutôt l’existence d’une inadéquation entre les dispositions acquises dans le trafic de drogues et les compétences requises par le monde du travail. Autrement dit, le sentiment de « ne savoir rien faire » signifie plutôt ne pas voir en quoi ce qu’ils savent faire pourrait être reconverti en qualités professionnelles (Coutant, 2005).

Le réseau de sociabilité du trafic de drogues proposait justement à ces jeunes des formes de qualification et de valorisation mutuelles alternatives aux formes dominantes, comme une sorte de compensation et même de protection contre leur situation structurelle d’exclusion. En effet, le personnage du trafiquant comme “seigneur tout-puissant”, capable d’intimider et de dominer, cache en fait l’extrême vulnérabilité des jeunes qui l’incorporent⁴. Toni, par exemple, avait réussi à avoir quatre *bocas de fumo* à sa charge, ce qui lui rapportait environ mille réaux (plus de deux fois le SMIC brésilien) par semaine et beaucoup de prestige : *“J’avais les poches constamment remplies de liasses de billets de 100, je me suis acheté une super moto, des choses en or... Tout le monde savait qui j’étais, tout le monde me respectait !”*. Cependant, en ce qui concerne le monde

3

Paco est le coordinateur du projet *Plus Jamais Soldat*.

4

Nous trouvons ici un grand parallèle avec les constatations de Bourgois à propos des dealers de crack à East Harlem. Malgré leur succès dans la “sociabilité de la rue”, les dealers sont complètement incapables de comprendre les lois et les règlements de la société légale (2001 : 60).

de la “société légale” (Bourgois, 2001), l’on peut dire que Toni se retrouvait dans une situation de précarité. Malgré son talent comme *dealer* et la fortune qu’il exhibait fièrement, Toni n’avait jamais eu de pièce d’identité jusqu’à l’âge de 21 ans. Ce document, qui est peut-être la condition la plus élémentaire de l’existence civique (ainsi que sociale), n’avait jamais été accessible à Toni. Son acte de naissance s’était perdu chez sa grand-mère, où il a été élevé avec plusieurs autres enfants, et depuis, il n’avait jamais pu se faire faire de carte d’identité. En dépit de sa grande réputation dans le réseau de sociabilité du trafic de drogues, Toni était “inexistant” en tant que citoyen de son pays, à savoir, en tant que sujet porteur de droits et de devoirs envers la société à laquelle il “appartient”. Plus grave encore, Toni semblait n’avoir jamais acquis les connaissances, ou le “capital culturel” nécessaire pour se procurer un tel document. Cet exemple illustre en fait un manque de capital culturel plus vaste, essentiel pour accéder aux opportunités sociales, économiques et culturelles que l’État et la société peuvent leur offrir (Vignoli, 2001). C’est dans ce sens précis que Toni, et la plupart des jeunes dans la même condition que lui sont vulnérables. C’est seulement lorsqu’il abandonne le trafic de drogues, après avoir passé trois ans en prison que Toni, à l’aide de l’équipe de IBISS, se procure enfin son document d’identité. En effet, l’on peut dire qu’une des tâches du Plus Jamais Soldats est justement d’orienter les jeunes dissidents dans les démarches administratives de la société légale, dont le fonctionnement leur est complètement étranger. Renoncer au système de sociabilité du trafic de drogues implique la difficile prise de conscience du fait que les atouts de la vie de trafiquant ne comblaient guère les défaillances structurelles de leur condition. Comme me l’a avoué Fernando, *“toute cette vie de trafiquant est une illusion, tu sais ? On peut avoir des voitures, des chaînes en or (qui sont souvent volées ou empruntées), mais tous les trafiquants sont quand même pauvres, Silvia !”*. La réflexion de Fernando semble expliciter exactement le point soulevé ci-dessus. Bien que le trafic de stupéfiants puisse leur fournir de l’argent ou des biens symboliquement prestigieux, les trafiquants demeurent des exclus, vulnérables, privés des moyens de s’insérer dans la société dominante.

Les jeunes (âgés de moins de 24 ans) sont les plus touchés par le chômage au Brésil, constituant 46 % du nombre total des chômeurs du pays⁵. Actuellement, la quasi-totalité des emplois formels exigent des candidats une scolarisation complète, c’est-à-dire jusqu’au niveau du baccalauréat (bien que cette scolarisation ne garantisse aucunement l’insertion sur le marché du travail). La rareté des emplois disponibles fait monter le niveau de qualification exigée des candidats au plus haut niveau possible. Parmi mes enquêtés, aucun n’avait terminé ses études. En effet, aucun d’entre eux n’était arrivé au lycée⁶. Dans tous les cas, l’abandon de l’école avait eu lieu soit juste avant soit juste après l’engagement dans la criminalité. Dans la vie de mes enquêtés, “la rue” a été un espace de socialisation plus important que l’école. Le déficit de capital scolaire est ainsi un des facteurs qui restreint leur champ de possibilités. Bien qu’ils démontrent avoir pleine conscience de ce fait, aucun d’entre eux ne semble voir l’intérêt de reprendre ses études. Parlant de ses possibilités de travail et de l’avenir, Toni me disait : *“Ex-bandit, avec trois ans de prison sur le dos, sans avoir fini l’école... dis-moi qui m’embaucherait ?!”*. “Eh pourquoi tu ne reprends pas tes études ?”. *“J’ai essayé une fois, lorsque j’étais à l’Afroreggae. Junior (le directeur de cette ONG) voulait que je reprenne les études. Ils payaient même mon transport pour aller à l’école. Quand je suis arrivé là-bas, le prof s’est mis à remplir*

5
Données extraites de l’analyse menée par l’Institut de Politique économique appliquée (IPEA) intitulée “Jeunesse et politiques sociales au Brésil” se référant à l’année 2005.

6
Toujours selon l’analyse de IPEA, seulement 48 % des jeunes brésiliens poursuivent les études au lycée.

le tableau de x et de y et plein de calculs ! J’ai regardé tout ça et j’ai dit ‘Moi je sais pas faire ça !’. Junior voulait m’inscrire alors au soutien scolaire, mais je ne voulais pas. J’ai passé neuf examens, mais pour le dernier, j’ai regardé autour de moi, les gars se cassaient la tête pour faire les exercices... alors, je me suis dit : ‘Je vais me casser d’ici tout de suite ! Cette merde va me rendre fou ! Alors, j’ai quitté l’école’. “Et tu ne penses pas à réessayer ?”. “Retourner à l’école ? Seulement si c’était pour me trouver une copine !”.

Ayant quitté l’école à l’âge de 11 ans, Toni considère désormais cet environnement comme inaccessible. De plus, les contenus de l’éducation scolaire semblent être en déphasage avec sa réalité quotidienne et ses expériences vécues. Aussi, l’école sera-t-elle difficilement capable de susciter son intérêt. Malgré tout, la scolarisation est encore envisagée comme un élément important pour accéder aux emplois mieux rémunérés et plus stables. Plus exactement, le manque de scolarité est perçu comme un obstacle à l’accès à une bonne place. Cependant, la précarité des écoles publiques destinées aux secteurs populaires décrédite ces institutions en tant que voie réelle d’ascension sociale. Un écolier formé par le système public est clairement en désavantage pour disputer les meilleurs emplois avec ceux qui ont eu accès à l’enseignement privé (désavantage). L’école, ou plutôt le retour à l’école, perd ainsi son sens aux yeux de Toni. Lorsqu’il dit que sa seule raison pour retourner à l’école serait les filles, Toni explicite son scepticisme vis-à-vis de l’école.

Selon mes enquêtes, l’autre élément qui réduit leurs chances de se faire embaucher est leur adresse de résidence. Maciel, qui a toujours habité à Vila Cruzeiro, évoquait la question : “Quand tu cherches un boulot et que tu dis que tu habites à Vila Cruzeiro c’est cuit ! Même s’ils s’intéressent à ta candidature, quand ils apprennent d’où tu viens, ils te refusent direct. C’est ce qui m’est arrivé. Je postulais pour un job dans un supermarché ici à Penha. Les gars semblaient vouloir me garder. Ils m’ont demandé mon adresse et juste après on m’a fait : ‘Bah, en fait, on ne cherche personne en ce moment. Il est arrivé la même chose à un de mes potes qui était dealer à Vigário et qui vit actuellement ici à Vila Cruzeiro”. Si pour la carrière de dealer être *cria* de Vila Cruzeiro représente un atout, la même origine produit l’effet diamétralement opposé en dehors de ce circuit. Il s’agit, semble-t-il, des “effets de lieu” dont parlait Bourdieu. D’après lui, les rapports de pouvoir entre les agents sociaux s’inscrivent aussi sur l’espace physique (les lieux). Ainsi, “le quartier stigmatisé dégrade symboliquement ceux qui l’habitent” et les éloigne des “biens socialement les plus rares” (1993 : 160-61). L’emploi (surtout formel) pourrait être compris comme un de ces biens, dont l’accès est d’autant plus difficile aux habitants des *favelas* (et encore plus des *favelas* de la Zone Nord de la ville, qui figurent parmi les plus pauvres de la ville).

Le manque de qualifications, la scolarisation incomplète et les stigmates de lieu font des ex-bandits des candidats difficilement employables sur le marché de l’emploi formel. Cependant, le passage par la criminalité fait d’eux la cible d’une forte méfiance, ce qui réduit drastiquement leurs chances de se faire embaucher aussi sur le marché informel. Trouver un employeur prêt à leur “donner une chance” (à leur faire confiance) est presque impossible, d’après mes enquêtes. Paco semble partager le même scepticisme. Il me provoquait souvent : “Qui va donner un emploi à des gars comme ça ? Des gars qui ont déjà volé, qui ont déjà tué, qui ont souvent passé des années en prison... Dis-moi qui les embaucherait. Tu les embaucherais, toi ?! Sois sincère ! Bien sûr que non !”. Pour mes enquêtes, ce geste de confiance était aussi difficilement imaginable. Ain-

si, les ex-trafiquants ne se sentent pas capables de se procurer par eux-mêmes (uniquement avec leurs compétences et leur capital social) un emploi alternatif au trafic de drogues. Ce sentiment, largement partagé par mes enquêtés, semble être la principale raison pour laquelle ils sont réticents à se lancer à la recherche d’un travail. Le malaise d’être confrontés à une mise en question de leur intégrité morale et d’être condamnés à être “moralelement incapables” d’exercer un “travail honnête” sont assez intimidants.

Dans un tel cas de figure, Paco et Heinz s’occupent justement d’embaucher les jeunes dissidents. Les médiateurs du PJS travaillent précisément pour trouver une occupation rémunérée à ces jeunes. Au lieu de travailler pour le *dono do morro*, les ex-trafiquants, selon eux, travaillent désormais pour Heinz. Au début, la plupart d’entre eux sont embauchés informellement pour réaliser des services ponctuels. Le problème se pose après, lorsque ces travaux sont finis, car, dans la plupart des cas, les jeunes demeurent incapables de se procurer un autre travail pour la suite. *“J’ai commencé à l’IBISS de Terra Encantada (favela à côté de Vigário Geral) aidant les gens dans l’entrepôt, je nettoiais, j’étais l’‘homme à tout faire’ de l’IBISS là-bas. Ensuite il n’y avait plus grand-chose à faire. J’ai demandé alors à Heinz s’il pouvait me trouver d’autres trucs à faire. Et là, il a réussi à me placer ici à Vila Cruzeiro. Le Projet avait besoin de travaux et c’est moi qui les ai faits. J’ai changé tout le parquet du troisième étage, tu sais ! Ensuite, quand les travaux étaient finis on ne savait pas où me placer. Mais Sonia a apprécié mon travail, elle a vu que j’étais sérieux et elle m’a donc invité à travailler avec eux dans les bureaux”*.

L’histoire de Toni ressemble aussi à celle de Denis : *“J’ai commencé à travailler pour Heinz à Kelson (favela qui intègre le Complexo do Alemão). Il m’a dit qu’il ne pouvait m’offrir qu’un boulot comme ouvrier, pour faire des travaux dans son Projet à Kelson. Comme de toute façon j’étais au chômage, j’ai accepté. Quand les travaux ont été finis, j’avais rien d’autre à faire. C’est alors que Heinz a réussi à me placer au Projet à Vila Cruzeiro et depuis je suis là. Mais Heinz n’a pas pu embaucher les deux gars qui bossaient avec moi à Kelson. L’un s’est rengagé dans le trafic et l’autre est devenu accro au crack et ça fait longtemps que je ne l’ai pas revu”*. Face à cette difficulté des ex-trafiquants à se procurer un travail de façon autonome, la solution trouvée par Heinz est d’intégrer ces jeunes au sein de l’équipe des divers Espaces IBISS. Il se trouve qu’actuellement, l’institution n’est plus capable d’absorber toute la demande. Paco disait : *“Avant, c’était moi qui allais parler avec les mecs, pour les convaincre de lâcher la vie du crime. Maintenant, c’est eux qui viennent me chercher, parce que tout le monde connaît mon travail. Alors, certains viennent me demander : ‘Tiens Paco, y’a pas moyen que tu me décroches un boulot à l’IBISS ?’ Le problème maintenant c’est qu’on n’a plus assez de place pour tout le monde. Il n’y a pas de travail pour tous, ni d’argent”*. Mes enquêtés sont justement ceux qui ont pu se faire incorporer au sein de l’équipe de l’Espace IBISS Vila Cruzeiro. Il s’agit de la première fois qu’ils ont un emploi déclaré. D’autres, qui n’ont pas eu la même opportunité, ont du mal à se tenir éloignés de la criminalité. Leur condition d’extrême vulnérabilité sociale les rend très peu autonomes et affaiblit leurs chances sur le marché du travail.

Le travail comme nouveau cadre de sociabilité (l’IBISS)

Cependant, le fait d’avoir désormais un emploi stable ne résout pas vraiment les problèmes de ces jeunes. L’entrée dans un cadre de travail formel et

l'accès au monde du “travail salarié” ne va pas de soi pour ceux qui ont été socialisés dans le monde des “bandits”. *“Quand on quitte le trafic de drogues, on a beaucoup de mal à se réintégrer, à prendre des bus bondés, à se réveiller tôt... La vache ! Tu m'aurais vu mon premier jour de travail ! Je réfléchissais pendant que j'attendais le bus : ‘Oh putain, non, j'y vais pas, je vais rentrer chez moi !’* “. La routine des travailleurs pauvres au Brésil, par exemple se réveiller tôt (le travail à l'IBISS commençait à 7h du matin) pour accomplir de longues journées de travail, s'entasser dans les transports en commun bondés, entre autres, semble être particulièrement pénible pour les jeunes qui sortent du trafic de drogues. Luiz répétait souvent : *“Moi je ne supporte pas de me réveiller tôt ! Quand j'étais bandit, je dormais jusqu'à midi tous les jours ! Les gens qui me connaissent de cette époque et qui me voient réveillé tôt à attendre le bus, ils n'y comprennent rien ! On me fait : ‘Luiz réveillé aussi tôt à un abribus ?! Pour aller au boulot ?! Je rêve !’* “. En effet, la plupart des ex-bandits ont beaucoup de mal à se soumettre à la discipline exigée par l'IBISS. L'adaptation aux règles de ponctualité, d'usage de l'uniforme et d'assiduité est souvent difficile. Effectivement, la “culture du travail salarié”, tout autant que celle du trafic de drogues, est le fruit d'un processus d'apprentissage, d'un “processus éducatif de longue haleine” qui n'est pas linéaire (Weber, 2004 : 41). Personne ne naît “bandit”, on le devient et cela s'applique aussi à la catégorie des “travailleurs”. La transition d'un milieu à l'autre et l'incorporation des normes et des façons d'être de ce nouveau cadre impliquent une série de contraintes et de tensions. D'autant que le cadre de sociabilité du trafic de drogues se fonde en grande partie sur le rejet de la vie de travailleur salarié (Zaluar, 1994). L'idée d’“aller au charbon”, de *pegar no batente* est particulièrement rejetée par les *dealers*. Le travail qui exige renoncement de soi, ascétisme et sacrifice est l'objet d'un profond mépris.

L’“étrangeté” de la culture du travail salarié pour les ex-trafiquants amène Sonia⁷ (la coordinatrice de l'Espace IBISS et de son équipe) à adopter une attitude assez particulière à l'égard de ce groupe, différente de celle adoptée à l'égard des autres fonctionnaires. Selon Sonia, l'inadéquation de la conduite des ex-trafiquants à celle requise dans le cadre de travail formel doit être corrigée par un processus de rééducation. *“Nous ne pouvons pas être très rigoureux avec les ex-soldats au début. Tu vois Fernando, par exemple. Lorsqu'il est venu travailler avec nous, il avait déjà quitté le trafic de drogues, mais chaque jour il amenait un téléphone portable, une moto, une montre ou d'autres trucs volés pour les revendre dans la favela. À ce moment-là, on ne peut pas simplement leur ‘rentre dedans’ et leur dire qu'ils ne peuvent absolument pas faire à la fois ce genre de choses et travailler au Projet. Si l'on faisait ça, ils partiraient tout de suite. Ce qu'on fait plutôt, c'est de leur expliquer au fur et à mesure que ce type de conduite n'est pas bien, que cela est mauvais pour l'institution et aussi mauvais pour eux”*. L'habitus du “bandit” ne se restreint pas, comme on peut le voir, à la commercialisation de la drogue. Bien qu'ils ne *dealent* plus, les jeunes préservent encore d'autres éléments du comportement et de la mentalité du “bandit”, qui sont tout à fait incompatibles avec les règles et les valeurs morales des “travailleurs”. L'incorporation des “ex-trafiquants” au sein de leur équipe de travail demande des fonctionnaires de l'IBISS l'adoption d'une attitude “pédagogique” qui envisage de transformer la façon d'être de ces jeunes de façon progressive. On peut dire ainsi que le personnel d'IBISS, notamment ceux occupant un poste plus élevé hiérarchiquement, jouent un rôle important dans la conversion des dispositions des “ex-soldats”, c'est-à-dire dans la tentative de “convertir leurs

⁷ Sonia était une jeune femme de 28 ans, née et élevée à Vila Cruzeiro. Elle a toujours été très engagée dans le milieu associatif. Avant de travailler pour l'IBISS, elle dirigeait l'association des habitants de Vila Cruzeiro.

habitus déviants en *habitus* conformes” (Coutant, 2005 : 128). Pour atteindre ce but, les punitions sévères (“leur rentrer dedans” comme dit Sonia) s’avèrent inefficaces, étant donné le caractère insoumis et indocile des “bandits” qui fait encore partie du comportement des jeunes qui arrivent à l’institution. Ainsi, la transmission des nouvelles valeurs doit être exercée avec beaucoup de tact pour ne pas décourager les jeunes et risquer de les amener à abandonner le processus de resocialisation mis en route.

Ce travail de conversion confronte Sonia à de sérieux dilemmes. D’un côté, il est nécessaire que le travail de rééducation se fasse progressivement et que l’équipe d’IBISS ait une tolérance et une “souplesse morale” à l’égard des “ex-soldats”. De l’autre, pourtant, l’institution doit faire valoir ses principes et ses normes pour ne pas affaiblir sa crédibilité ni compromettre son image (le comportement de Fernando “n’est pas bien pour le Projet”, disait Sonia). L’inculcation de n’importe quel système de règles impose des contraintes. Celui du trafic de drogues s’imposait par la menace de la violence physique. Sonia était donc confrontée à la question suivante : comment apprendre à ces jeunes à obéir aux normes du Projet par un autre biais que celui de la violence ? Il ne semble pas exister de réponse unique à cette question. Par contre, j’ai observé que, plus le temps passe, plus les « infractions » commises par les ex-trafiquants deviennent objet de punitions.

Un jour, je discutais avec elle sur Toni, qui traversait des difficultés et qui me disait constamment être très insatisfait d’IBISS et vouloir se réengager dans le trafic de drogues. Il me semblait qu’une des raisons de son insatisfaction était le poste de concierge qui lui avait été attribué. J’exposais cela à Sonia, qui m’a répondu : *“Avant, Toni travaillait dans l’entrepôt du Projet, mais il donnait la clé de l’entrepôt à ses amis, il filait la clé à tous ceux qui lui demandaient. Un tas de choses ont disparu de l’entrepôt, enfin... Je ne pouvais pas laisser une telle chose se produire ici ! J’ai donc dû le punir et je lui ai donné ce travail de gardien. Je sais qu’il n’est pas content, mais il faut qu’il apprenne ! Il y a quelque temps, j’ai aussi dû retenir cinq absences sur son salaire. Je n’avais pas le choix (disait Sonia, qui présumait ma solidarité avec la situation de Toni et voulait ainsi justifier sa “dureté” à l’égard du jeune homme). Si je ne faisais pas ça, il n’apprendrait jamais qu’ici, comme dans n’importe quel autre boulot, il ne peut pas s’absenter du travail tous les jours, il doit venir en uniforme et il doit travailler. Si, dans le trafic, il avait des obligations à accomplir, eh bien, ici, il en a aussi. C’est ça qu’il faut lui faire comprendre. Lui retenir cet argent m’a brisé le cœur. Comme tu le sais bien, il n’a pas d’argent et il a de grosses difficultés financières. Mais tu peux voir que ça a marché. Maintenant, il vient tout le temps en uniforme, il arrive à l’heure et il vient bosser tous les jours. Avant, il venait souvent sans uniforme, il arrivait à l’heure qu’il voulait et il disait qu’il n’allait pas travailler, qu’il resterait tout de même, mais sans rien faire ! Maintenant il a beaucoup changé”*. Toni ne voyait pas la situation avec les mêmes yeux. Il se montrait toujours très révolté à l’égard de ses patrons. Les mesures adoptées par Sonia ont été plutôt vécues comme une sorte de discrimination et d’injustice à son égard. Toni se montrait ainsi toujours très insatisfait vis-à-vis de ses patrons et il critiquait durement l’organisation du Projet : *“Ce Projet, c’est un vrai bordel ! On ne traite pas tous les employés de la même façon ! Le trafic était beaucoup plus organisé qu’ici !”*. Toni semblait être très sensible aux disparités entre les normes du trafic de drogues et celles de son nouveau cadre de travail.

Cependant, il est vrai que les réponses aux infractions des jeunes du PJS n’étaient pas les mêmes dans toutes les situations. En fin de journée, Maciel a emprunté un jour la moto d’un copain trafiquant et il est allé lui rendre un service en uniforme du Projet. Ce genre de “comportement de bandit” n’est pas non plus permis par l’IBISS. Sonia est toujours très vigilante⁸ par rapport à ce genre de conduites sur lesquelles elle intervient systématiquement. Le “dérapage” de Maciel a été puni par une charge supplémentaire de travail. Pendant un mois, il a été obligé de travailler tous les samedis, alors que les fonctionnaires ne travaillent qu’un samedi sur deux. L’entremêlement des comportements “de bandit” et “de travailleur” fait partie de la condition actuelle des jeunes que j’ai rencontrés. Trouver la juste mesure entre répression et dialogue pour mener à bien leur resocialisation se révèle une tâche difficile pour les employés de l’IBISS.

Il me semble que le type de postes et de tâches attribués aux ex-trafiquants joue aussi un rôle important dans leur processus de resocialisation. Il existe un rapport entre leur disposition à la conversion et leur rapport au travail. Deux de mes enquêtés, Toni et Alan, étaient concierges du bâtiment de l’IBISS et ils passaient leurs journées assis devant les deux portes d’entrée. À part certaines informations données au public sur le Projet et l’encadrement des enfants qui entraient et sortaient de l’institution, ils ne se voyaient pas attribuer beaucoup de tâches. Alan et Toni étaient ainsi très oisifs. Luiz, quant à lui, était chargé de balayer les deux terrains de sport, ce qu’il faisait en deux heures (sur ses dix heures de travail). Le reste du temps, il restait assis à côté de ses collègues concierges ou il traînait sans trouver sa place dans le Projet, à “*vouloir que le temps passe vite*”, disait-il. Si, dans le trafic de drogues, ces jeunes étaient obligés d’être constamment en activité, ils semblaient s’ennuyer terriblement dans leur nouveau travail. Fernando avait été embauché comme professeur d’informatique. Cependant, les ordinateurs étaient très précaires et la plupart étaient hors service. Fernando ne faisait ainsi qu’imposer une certaine discipline aux enfants qui venaient jouer dans la salle et les aider à réparer les ordinateurs en panne. D’une manière générale, ces jeunes ont du mal à trouver l’importance de leurs fonctions, ce qui rend leur travail à leurs yeux désintéressant, décourageant et dépourvu de sens. Qui plus est, les positions occupées par ces jeunes sont socialement très dévalorisées et dévalorisantes, contrairement à leur poste dans le trafic de drogues qui était source de fierté et de prestige. Si nous nous rappelons la définition de Toni sur les jeunes qui s’engagent dans la criminalité (“sûrement les plus ambitieux”), on comprend aisément à quel point cette situation peut être perçue comme frustrante.

Fernando, Alan, Toni et Luiz manifestaient constamment leur mécontentement dans nos conversations. Ils le faisaient, peut-être, dans l’espoir que j’intercède en leur faveur auprès de l’association : “*J’aime pas ce boulot, je ne veux pas rester toute ma vie ici, sans rien faire. Je veux progresser, moi ! Ici, les gens ne te reconnaissent pas ! Tu ne veux pas m’emmener en France avec toi, Silvia ? Pourquoi tu veux venir en France avec moi ? Bah, pour avoir des opportunités ! Y’a que là-bas que je pourrai avoir des vraies opportunités, me trouver un travail bien, où je serais vraiment reconnu [...]. Car ici, dans ce Projet, c’est comme ça, plus on travaille, moins on est reconnu ! Je veux me réengager dans le trafic [...]. Si j’avais l’occasion de revenir et de reprendre mes bocas de fumo, je le ferais*”. Fernando témoignait du même sentiment que Toni : “*Le travail à l’IBISS est très mauvais. Mais je vais me trouver quelque chose de mieux. Ma vie ne se limitera*

8

Ce type de conduite préoccupe particulièrement Sonia, car les médias accusent souvent les associations installées dans les favelas d’entretenir des rapports de connivence avec le trafic de drogues. Il existe ainsi une sorte de méfiance généralisée de la société à l’égard de ce genre d’initiatives. Cette méfiance affaiblit beaucoup la légitimité de ces institutions. Face à cette méfiance, les projets sociaux s’engagent dans un grand effort de “nettoyage moral” et de distanciation avec le trafic de drogues, afin de garantir une certaine crédibilité. Qui plus est, les institutions comme l’IBISS justifient en grande partie leur existence en se présentant comme une alternative au trafic de drogues et à la sociabilité de la “rue”. Les associations font ainsi un gros effort de démarcation des frontières et d’éloignement de la criminalité.

pas à ça... Trouve-moi un boulot pour moi en France pour que je m'arrache d'ici, Silvia ! À l'IBISS on ne valorise rien de ce qu'on fait !”. Le travail ne comblait pas les attentes et les ambitions de ces quatre jeunes qui éprouvaient constamment un sentiment d’échec et de stagnation. Ces sentiments étaient encore aggravés par le manque de valorisation ou d’encouragement de la part de leurs collègues. Cette frustration cédait souvent la place à la nostalgie de leur passé ou à des critiques sévères contre l’IBISS. Dans l’impossibilité d’éprouver un sentiment de réussite, l’effort de conversion est de plus en plus dépourvu de sens. Leur envie de “progresser” est fortement découragée par la conscience de leur manque de capital (culturel, symbolique, scolaire, économique, etc.). Selon Bourdieu, le manque de capital intensifie l’expérience de la finitude et il enchaîne à un lieu. Les individus pris dans ces conditions ont ainsi de faibles perspectives d’expansion de leur espace des possibles. Les pressions exercées à l’échelle de la classe, de l’établissement scolaire ou à l’échelle de la cité, par les plus démunis ou les plus éloignés des exigences constitutives de l’existence “normale”, produisent un effet d’entraînement vers le bas [...] et ne laissent d’autre issue que la fuite (le plus souvent interdite par le manque de ressources) vers d’autres lieux (1993 : 164-67). Les demandes constantes de « venir en France avec moi » reflètent exactement ce sentiment de manque d’alternatives éprouvé par mes enquêtés. À l’intérieur de l’espace social dans lequel ils vivent, et au sein des rapports de pouvoir qui le structurent, ces jeunes seraient inexorablement “entraînés vers le bas”. Seul un univers entièrement nouveau (que la France représentait à leurs yeux) serait capable de les intégrer dans une place différente et trouver une nouvelle structure sociale qui leur permettrait de changer⁹.

Oisifs et découragés, ces jeunes ont du mal à s’impliquer dans l’institution et à développer un sentiment d’appartenance. Incapables de trouver leur place à l’intérieur de cet univers, Toni, Alex et Luiz passaient une grande partie de leur temps penchés sur la grille qui séparait l’IBISS de la rue. L’image des “ex-bandits” qui regardaient fixement ce qui se passait dans la rue à travers la grille du Projet est devenue pour moi une métaphore de leur condition actuelle. La déception quant à leur situation menait souvent mes enquêtés à tourner leurs yeux, fascinés et nostalgiques, vers « la rue », lieu du trafic de drogues par excellence et son principal espace de sociabilité. Ces jeunes passaient une grande partie de leur temps à regarder le va-et-vient agité des trafiquants munis de leurs fusils. Ils disaient souvent : “ *À la première occasion, je vais me réengager dans le trafic de drogues !* ”. En effet, la grille poreuse de l’IBISS incarne, me semble-t-il, l’ambivalence de la condition de ces jeunes : ni engagés dans la criminalité, ni incorporés dans leur nouveau cadre de travail, ni dedans ni dehors : littéralement à la frontière de deux mondes.

Au moment de l’enquête, la situation de Denis était différente de celle de ses collègues ex-trafiquants. Contrairement aux autres, il éprouvait un sentiment de satisfaction dans son travail dans lequel il semblait s’investir beaucoup. À la différence de ses collègues, Denis travaille actuellement au bureau de l’administration de l’IBISS, l’endroit le plus prestigieux de l’institution. Les tâches qui lui sont consacrées sont plus sophistiquées que celles déléguées aux autres ex-soldats. Il avait des tâches plus “administratives”¹⁰, pour lesquelles il devait se servir de l’ordinateur et d’un appareil photo numérique. Contrairement aux autres, Denis avait le sentiment de progresser dans son travail et d’y acquérir de nouvelles compétences (apprendre des choses différentes de celles

9

Berger & Luckmann parlent de “structure de plausibilité” (1986 : 216-17) comme étant les conditions sociales qui rendent possible un processus de conversion.

10

Parmi les fonctions confiées à Denis, on peut citer : la production des tableaux de présence des fonctionnaires de l’institution et le contrôle de leur assiduité sur le logiciel Word. La prise en photo des activités du Projet pour les joindre au rapport envoyé au gouvernement de l’État (bailleur de fonds de l’IBISS). Denis était aussi standardiste du bureau de l’administration, entre autres.

du trafic de drogues). Cette relative “réussite” de Denis dérangeait beaucoup les autres ex-bandits : *“Ce Projet est plein de magouilles ! Pourquoi il y a d’autres mecs qui sont arrivés après moi (comme Denis) qui n’ont pas non plus fini l’école, mais qui sont mieux placés et mieux payés que moi ?”* En effet, Toni et les autres ex-soldats tenaient l’administration du Projet pour responsable de leur situation défavorisée et ils l’accusaient de protéger certains employés au détriment de certains autres. Pour sa défense, Denis disait avoir mérité sa place grâce à son effort et à son investissement personnel : *“Moi je me suis toujours investi dans mon travail ! J’ai toujours fait ce qu’il y avait à faire, avant même qu’on me donne des ordres ! J’étais pas comme les autres qui restent là à glander. Mais il faut avoir beaucoup de force de volonté. Moi, j’ai déjà bossé pas mal comme maçon, j’ai déjà bossé au troisième étage, où j’enseignais aux gamins l’artisanat que j’avais appris à faire en prison [...]. Petit à petit, Sonia a commencé à apprécier mon travail, alors elle m’a invité à travailler pour l’administration. Au départ j’étais standardiste. Mais je n’étais pas content ! C’est un boulot de femme ! Juste moi, qui étais bandit, je dois faire maintenant ce boulot de femme ? Ce n’est pas possible ! J’ai donc parlé à Sonia et elle m’a laissé bosser dans l’administration carrément”*.

Le discours de Denis rejoint celui de l’Association, qui justifie les difficultés d’intégration vécues par les autres jeunes du PJS par un manque d’effort personnel. L’institution responsabilise les “ex-soldats” de leurs échecs et de leurs difficultés. Lorsque j’ai abordé le problème avec Paco, il a tout de suite réagi : *“S’ils ne sont pas contents ici, ils peuvent aller chercher un boulot ailleurs ! Personne ne les retient de force ici ! Je trouve seulement que personne ne les embauchera ailleurs. Tu les embaucherais ? Dis la vérité ! Mais pour réussir dans le Projet ça ne dépend que d’eux-mêmes, ça dépend de l’investissement de chacun. Denis a commencé en tant que maçon comme les autres ! Mais il s’est engagé dans son travail et voilà le résultat ! Toni est un râleur. Il se plaint, mais il ne fout rien”*. Certes, toute réussite exige un effort individuel. Cependant, ce discours “méritocratique” qui rejette toute la responsabilité des échecs sur les jeunes semble sous-dimensionner les contraintes structurelles qui s’imposent à leur existence¹¹. Croire que la “réussite” du processus de resocialisation ne dépend que de la détermination personnelle tend à négliger de la dimension sociale de ce processus. En effet, la résistance personnelle à la conversion est aussi engendrée par le contexte social dans lequel s’inscrit ce processus. Le progrès de Denis est certainement lié à la valorisation de son travail par ses patrons, ce qui n’enlève aucunement sa part de mérite personnel. Cette reconnaissance est une manière d’assurer Denis de sa capacité à changer. C’est un moyen de l’assurer que, s’il ne “savait rien faire”, il est tout de même capable d’apprendre. La combinaison entre l’encouragement des patrons et la détermination de Denis a donné lieu à un cercle vertueux grâce auquel Denis est de mieux en mieux inséré dans l’institution. Travaillant directement avec l’administration, Denis côtoie les employés les plus qualifiés de l’institution. Cette proximité (qui n’était pas accessible aux autres ex-soldats) lui permettait d’apprendre de plus en plus auprès de ses collègues. *“Je demande toujours à André de m’apprendre de nouveaux trucs. Tu sais, des trucs simples que je peux apprendre vite (passer des fax, travailler sur Word, etc.). Comme ça, quand il est débordé, je peux m’en occuper tout seul. Les gens peuvent me demander plus de services...”*. Cette position “privilégiée” permet à Denis d’acquérir constamment de nouvelles compétences et d’éprouver ainsi un sentiment de progrès. Celui-ci est d’autant plus renforcé par le regard reconnaissant de ses supérieurs, qui n’hésitent pas à le récompenser¹². Cela l’amène à s’engager dans sa nouvelle identité.

11

La tension entre contexte social et responsabilité individuelle dans la détermination des actions humaines est un dilemme connu des sciences sociales. Il n’est pas question ici de trouver la juste mesure entre les deux, mais de signaler les conflits que cette tension engendre dans le contexte étudié.

12

Denis a eu une augmentation considérable de son salaire (de 600 à 900 réaux). Il se fait aussi constamment féliciter par ses supérieurs, devenant ainsi un “exemple de réussite”.

Denis peut ainsi trouver dans son travail une source de reconnaissance et de satisfaction capables de donner un sens à son investissement personnel. Un travail capable de lui apporter une image valorisante de soi lui permet aussi de croire à l’intérêt de sa conversion. De plus en plus engagé dans son travail, Denis est de plus en plus occupé dans le bureau de l’administration. Il s’éloigne ainsi progressivement de la grille. Bien qu’encore séduisante, “la rue” devient pour lui une alternative de moins en moins envisageable.

Le travail comme source d’une nouvelle identité (être travailleur x être bandit)

Le processus de conversion de l’*habitus* déviant contient aussi une dimension identitaire très forte. À la conversion des manières de penser, de sentir et d’agir des jeunes enquêtés, nous pouvons aussi rajouter la transfiguration de leur manière de se percevoir et de se définir eux-mêmes. Il s’agit d’une sorte de “reconstruction de soi” qui implique, à la fois, la désidentification avec la catégorie du “bandit” et la nécessité de trouver désormais d’autres identifications. Ces jeunes se confrontent ainsi à la nécessité d’élaborer une nouvelle image de soi à travers des expériences qui la confirme. Ce processus n’est ni linéaire ni unilatéral. En effet, la désidentification avec la catégorie du bandit s’avère une tâche d’autant plus conflictuelle que les autres catégories disponibles sont extrêmement faibles en capital symbolique.

L’encadrement dans une ambiance de travail, bien que conflictuel, permet tout de même aux jeunes du PJS de prendre du recul par rapport au mode de vie du “bandit”. Généralement, ils développent à ce moment-là une image assez critique à l’égard de “ceux qu’ils étaient avant”. C’est dans cette démarche qu’ils commencent à reconstruire l’image d’un “soi” actuel. *“Moi je ne suis pas fait pour être bandit. Il y a trop de cruauté. J’ai trop de cœur pour supporter tout ça. La vie de bandit est un cauchemar finalement. Regarde cette photo : J’étais de la boca (de fumo) à cette époque. Aujourd’hui je me regarde sur cette photo et je vois un ennemi”*. Dans le cas de Fernando, souligner les asymétries entre son “soi intime” (trop sensible) et celui du bandit (cruel et “prêt à tuer”) est une manière de se différencier (et se désidentifier) du bandit qu’il “a été”. Denis disait aussi ne pas pouvoir se reconnaître sur les photos de son époque de “bandit” : *“C’est comme si ce n’était pas moi. C’est impressionnant comme notre physionomie change quand on n’est plus bandit ! Je vois mes photos de mon époque de bandit et je ne me reconnais pas. C’est comme si quelque chose m’avait possédé ! Je n’étais pas comme ça quand j’étais bandit, j’étais en fait très maigre ! Tellement j’étais stressé. Mais maintenant je dors tranquille toutes les nuits...”*. Denis est ainsi capable de se sentir changé et de signaler une expérience de transformation en cours à l’intérieur de son être, le “passage d’un être à l’autre” (Foucault, 2001 : 199). On voit la manière dont les changements dans sa personnalité (ne plus être “bandit”) s’inscrivent dans son corps et transforment radicalement son allure.

Lorsque les jeunes du Plus Jamais Soldats ne se pensent plus comme “bandits”, ils revendiquent dès lors l’identité de « travailleurs ». Le passage du “bandit” à l’“ex-bandit” s’opère dans une certaine mesure par l’incorporation, bien que partielle, de la condition de “travailleur”. Cette identité semble fournir aux “ex-bandits” des outils symboliques et sociaux par lesquels ils peuvent “se transformer”. Pour mes enquêtés, le fait de “gagner leur vie de façon honnête” était un des principaux avantages de leur condition actuelle. Des

expressions telles que : “*Actuellement je suis un travailleur*”, “*maintenant je peux marcher la tête haute*” ou “*je ne veux plus de cette vie de bandit. Maintenant j’ai une vie digne, droite. C’est mieux*” étaient employées couramment sur un ton cherchant à susciter le respect de l’interlocuteur. À la figure du travailleur s’attachent des valeurs de dignité et d’honnêteté qui lui confèrent une sorte de supériorité morale dans l’imaginaire local, notamment par rapport au “bandit”. Le travailleur est quelqu’un de respectable, qui peut “marcher la tête haute”. Mes enquêtés semblaient être attirés par cette “supériorité morale” comme un moyen de reconstruire une image de soi en termes plus positifs.

Cependant, l’adhésion à l’image du « travailleur » est rapidement mise à mal par le caractère subalterne aussi associé à cette figure. D’une part, la catégorie du “travailleur” s’oppose à celle du “patron” (Zaluar, 2000). Le travailleur est en ce sens perçu comme l’assujéti et l’exploité (contraint à subir les ordres de son patron et à travailler “dur” pour recevoir un salaire précaire). Le patron est vu comme le “riche”, celui qui commande et qui peut “rester sans rien faire” ou “faire ce qu’il veut”. Alors que le “travailleur” est associé au “pauvre”, obligé de travailler et d’obéir, sans jours de congé, sans repos et sans plaisir. Le travailleur est perçu ainsi comme un “perdant”, un *otário* (une nouille). Dans cette optique, l’identité du “travailleur” semble moins attirante aux yeux des “ex-bandits”. “*Je suis né pour être patron, mais Dieu n’a pas voulu et il m’a mis ici...*”, m’a dit Toni.

Malgré son intégrité morale, le “travailleur” est aussi celui qui se fait rabaisser et humilier par la police¹³, par le patron¹⁴ ou par les trafiquants de drogue. Confrontés à l’arme à feu du policier ou du “bandit”, le “travailleur” n’aurait pas de voix. Il est par conséquent contraint à subir des injustices sans réagir. Ce statut de “rabaissé” est difficilement acceptable pour les jeunes du PJS d’autant que l’*ethos* masculin du “bandit” se fonde largement sur le refus des situations de subordination. “*Nous, quand on quitte le trafic de drogues on est perçu dans la communauté comme des perdants. Personne ne te respecte plus. Si quelqu’un vient embêter ta famille ou ta copine, tu ne peux rien faire. Si un ami à toi se bagarre contre quelqu’un tu peux même pas aller les séparer, sinon les gens t’envoient chier direct, ils t’insultent... tu dois toujours baisser la tête. Tandis que quand tu es trafiquant tout le monde fait ce que tu dis. Tu dis ‘ta gueule’, les gens se taisent. Personne ne va embêter ta famille...*”. Bien que “moralement reprochable”, le “bandit” serait capable de se faire respecter par son arme et son pouvoir d’intimidation. Mes enquêtés vivent ainsi l’abandon du statut de trafiquant comme une fêlure dans leur dignité personnelle et dans leur respectabilité.

Qui plus est, le caractère subalterne des occupations attribuées aux “travailleurs” ainsi que leurs difficultés à disposer d’objets symboliquement valorisés entraîne une autre perte importante pour ces jeunes : l’attraction qu’ils exercent sur les filles. Comme le disait Paco, “*les filles ne veulent pas d’un gars qui est concierge, qui est balayeur et qui, en plus, n’a pas un sou. Elles veulent Le mec de la favela ! Celui qui va pouvoir leur donner quelque chose*”. En tant que trafiquants, les jeunes du PJS pouvaient “avoir toutes les filles qu’ils voulaient”, alors que dans leur condition actuelle, ils ont le sentiment d’avoir du mal à plaire aux femmes. Sans argent et privés des objets prestigieux (fusils, motos, voitures, etc.), ils attirent moins l’intérêt des filles. Ils ont donc du mal à soutenir le grand nombre de relations parallèles qu’ils entretenaient avant. Ceci est généralement mal vécu par mes enquêtés, d’autant qu’ils demeurent tous très attachés à l’*ethos* masculin du “bandit”. On assiste dès lors à un discours à la

13

Les abus de la police face aux « travailleurs » pauvres ont déjà été abordés par plusieurs ethnographies (Zaluar, 2000 ; Alvito, 2001 ; Machado et al., 2008). Tous les employés (de sexe masculin) de l’IBISS qui habitaient Vila Cruzeiro et des favelas proches, m’ont avoué avoir déjà été giflés par un policier.

14

Comme décrit Zaluar, les rapports de travail au Brésil sont fortement marqués par l’autoritarisme. L’assujettissement au comportement autoritaire des patrons est un trait associé à la catégorie du “travailleur” et une blessure importante dans sa dignité (Zaluar, 2000 : 145).

fois de rejet et de nostalgie : d’une part, ils rejettent le caractère éphémère et en quelque sorte “faux” de ces relations, où les filles ne s’intéresseraient à eux que pour le “glamour” qu’ils peuvent leur donner. D’autre part, ils tendent à “glorifier” leur passé, comme un moyen d’éprouver une sensation de puissance et de virilité irretrouvable autrement. “*Moi j’ai été le roi de la favela. J’ai eu toutes les meilleures femmes, j’ai eu beaucoup des femmes, mais vraiment beaucoup. Elles voulaient toutes sortir avec moi, le frente de la favela. Aujourd’hui je suis tranquille, j’ai que ma fidèle et une autre petite amie. Mais tu sais, un roi ne perd jamais sa majesté!*”. Cette glorification de leur passé est la manière qu’ils ont trouvée de pouvoir se sentir valorisés dans le présent.

Le travail comme source de revenus

La question de la rémunération est un autre aspect délicat du rapport entre mes enquêtés et le monde du travail salarié. Ils ont le sentiment de toucher des salaires trop bas, surtout par rapport aux revenus de trafiquant. L’entrée dans le monde du travail salarié implique une réduction importante de leur pouvoir d’achat. Leur capacité à subvenir aux besoins de leurs familles et à exercer le rôle du pourvoyeur est ainsi profondément ébranlée. L’éthique du pourvoyeur de la famille est l’élément fondamental qui permet au “travailleur” de se sentir (et d’être considéré) respectable et digne. L’impossibilité d’exercer cette fonction est source d’angoisse, de frustration, voire de révolte. Toni m’a avoué d’un ton enragé “*Ça ne me rend pas triste de voir mes amis qui sont morts dans le trafic. Tu veux savoir ce qui me rend triste ? Eh bien, ce qui me rend triste c’est de ne rien pouvoir donner à mon fils, de sortir avec lui et de ne pas pouvoir lui donner un truc, si jamais il a faim ou soif... ne pas pouvoir lui donner un jouet, un vêtement... “.* Ou encore : “*Quand j’étais bandit, je pouvais payer de belles fêtes d’anniversaire à mes filles, je leur payais une école privée, il ne manquait de rien chez moi [...]*” (Fernando). C’est ainsi qu’à l’identité du “travailleur” vient s’ajouter la condition du “pauvre”, ce qui dérange particulièrement les jeunes du PJS. Les “ex-trafiquants” et leur famille vivent une dégradation de leur niveau de vie, notamment en ce qui concerne la consommation. Leur témoignage fait penser que l’abandon du trafic de drogues les entraîne vers la vie pleine de pénurie et de privations à laquelle sont confrontés les “travailleurs pauvres” au Brésil.

Qui plus est, les salaires n’étaient pas seulement bas. La plupart du temps, ils étaient aussi versés avec du retard. Quand je suis arrivée sur le terrain, les employés de l’Espace IBISS Vila Cruzeiro n’avaient pas reçu de salaire depuis trois mois. Le retard de la paie entraîne les jeunes du PJS dans une situation de “galère” (Dubet, 1987) permanente. L’absence d’argent est un thème constant pour les “ex-bandits”, qui en parlent sur un ton à la fois d’impuissance et de révolte. Pour assurer la survie de sa famille, Denis s’est couvert de dettes bancaires : “*Ma sœur n’a pas de travail et elle vient d’avoir un enfant, son mari est chauffeur de microbus, mais il ne gagne presque rien du tout. Ma sœur et ma mère ont une carte bleue de mon compte à la banque. Elles dépensent l’argent et après, quand le salaire est en retard, on utilise le découvert pour acheter de la nourriture. Quand le salaire arrive finalement arrive, ça ne suffit pas pour payer les dettes qui n’arrêtent pas d’augmenter!*”. Certains des jeunes du PJS (notamment ceux qui ne peuvent pas avoir de compte en banque, puisqu’ils sont en interdit bancaire) ont recours à toute sorte de “combines” (ce qu’ils appelaient *correria*). Un exemple courant de *correria* est la vente d’objets personnels ou même volés (montres, portables, etc.).

Bien qu’ils aient recours à ces combines avec une certaine discrétion pour ne pas attirer l’attention de Sonia, Toni m’a un jour demandé d’acheter un téléphone portable qu’il vendait : *“Tiens Silvia ! Tu ne veux pas acheter ce portable. Je te fais un prix !”*. Anticipant mon refus, Toni me dit alors d’un ton agressif : *“Ne me raconte pas que tu n’as pas de fric, parce que c’est pas vrai ! Tu viens de la Zone Sud, tout le monde sait que tu es friquée !”*. Malgré sa provocation déstabilisante, j’ai toute de même refusé le portable. Toni m’avoue ainsi avoir des difficultés de trouver de l’argent avec ce genre de transaction : *“ Ici à Vila Cruzeiro, c’est la merde pour faire des correrias. À Vigário, c’était plus facile de se débrouiller. Là-bas, j’ai jamais vécu ça, je n’ai jamais été aussi pauvre ! Le problème à Vila Cruzeiro c’est qu’il y a trop d’accros au crack ! À Vigário, tu vends une montre en or à la boca à 1 000 réaux. Ici, à 500, gros maximum, parce que les accros au crack échangent tout pour le crack. Ils ne vendent pas cher. Alors, si tu veux vendre un produit un peu plus cher, les mecs n’achètent pas !”*. La vente de marchandises volées aux trafiquants locaux (qui ne peuvent pas sortir de la favela pour s’en acheter) est un type de solution courante chez les jeunes pour trouver de l’argent. Cependant, à Vila Cruzeiro, Toni ne disposait pas d’un réseau de connaissances aussi vaste qu’à Vigário Geral (sa favela d’origine) pour faire ce genre de “combines”. De plus, Toni doit désormais faire face à la concurrence “déloyale” imposée par l’usage du crack¹⁵. Les accros à cette nouvelle drogue font baisser les prix des marchandises dans les favelas. En effet, ils acceptent de vendre les objets volés en dessous du prix de marché, du fait de l’urgence de pallier la nécessité de se droguer. Voilà pourquoi les “magouilles” de Toni deviennent moins lucratives.

La vie de salarié affecte aussi leur capacité à satisfaire leurs désirs personnels à la fois de consommation et de loisir. C’est-à-dire à se procurer les symboles de statut avec lesquels ils composaient leur présentation de soi. *“La poudre (cocaïne) devenait tout : si je voulais un lecteur de DVD, elle devenait un lecteur de DVD, si je voulais une paire de baskets, elle devenait une paire de baskets, si je voulais de la viande, elle devenait de la viande...”* ; *“c’était trop bien de pouvoir acheter des fringues tous les weekends...”*. Dans les milieux populaires de Rio, le vêtement est l’objet de consommation qui, du point de vue individuel, “offre la possibilité la plus visible et accessible pour échapper au stigmat du ‘pauvre’ ou, du moins, l’illusion de pouvoir échapper à cette identification “ (Zaluar, 2000 : 103). Nostalgique de son époque de trafiquant, Toni disait : *“Avant j’avais tout : moto, or, montre [...]. Aujourd’hui ça fait un bail que je ne peux pas m’acheter de vêtements”*. La difficulté d’accéder aux biens socialement valorisés est vécue comme une perte difficilement acceptable. Cette perte représente un coup dur pour leur estime de soi et pour la manière dont ils se sentent perçus par la communauté. Les “ex-bandits” sentaient avoir perdu “les moyens de vivre selon son rang” et par conséquent ils sentaient avoir perdu “la considération” des autres (Elias, 1985 : 48). Ceci semble être le cas des “ex-bandits” qui affirmaient souvent se sentir “lâchés” ou “méprisés” par leur entourage : *“Lorsque tu quittes le trafic de drogues, personne n’est plus de ton côté. Tu n’es plus le mec de la favela, personne ne veut plus de toi !”*. Le malaise de perdre la considération et la difficulté de trouver des moyens alternatifs pour se faire considérer, entraîne les “ex-bandits” dans des conflits qui se reflètent par exemple dans la définition de leurs priorités budgétaires. Face à un budget assez restreint, ces jeunes se retrouvent pris dans des dilemmes existentiels : le désir de vivre selon le rang de bandit (et d’éprouver un type de reconnaissance sociale produit par

15

Le crack est un produit récent sur le marché de la drogue à Rio. Avant, il n’était commercialisé qu’à São Paulo. À l’époque où Toni était trafiquant, le crack n’était pas encore disponible sur le marché de la drogue de Rio. Actuellement, il aurait sans doute le même problème à Vigário Geral.

l'ostentation des marchandises valorisées) et le fait d'assumer le rôle du pourvoyeur qui sacrifie son plaisir individuel en faveur de la survie de sa famille.

Un autre exemple nous aide à éclairer les difficultés à établir les priorités budgétaires. Toni demandait un prêt à la banque pour s'acheter un frigidaire (il n'en avait pas depuis quatre mois) et pour payer ses factures d'électricité. Il hésitait en même temps à s'acheter une motocyclette avec l'argent du prêt¹⁶. Fernando demandait à tous ses collègues de travail de lui prêter 130 réaux pour payer une dette qu'il avait à l'école privée où sa petite fille étudiait, avant qu'elle puisse s'inscrire à l'école publique. L'un des entraîneurs de football de l'IBISS lui avait proposé ce jour même des basquets Nike à 200 réaux. Très tenté par l'occasion, il essayait les chaussures pendant qu'il me demandait de l'argent pour régler les frais de scolarité de sa fille. Une partie du travail des responsables de l'IBISS (notamment Sonia) consiste donc à apprendre aux jeunes employés du PJS la manière la "plus responsable" de dépenser leur argent. L'organisation de leurs priorités budgétaires reflète plus la difficulté à trouver des sources alternatives de reconnaissance sociale qu'une forme d'irresponsabilité.

16

La banque a finalement refusé le prêt à Toni. Un jour, il est arrivé révolté au travail, car, selon la banque, sa carte de travail n'était pas signée depuis assez longtemps pour pouvoir demander un prêt bancaire.

Bibliographie

- Alvito, M. **As cores de Acari** : Uma favela carioca. Rio de Janeiro : FGV Editora, 2001.
- Berger, P. & Luckmann, T. **La construction sociale de la réalité**. Paris : Meridieus Klincksieck, 1986.
- Bourdieu, P. Effets de lieu. **La misère du monde**. Paris : Seuil, 1993. p. 159-167
- Bourgois, P. En quête de respect. **Le crack à New York**. Paris : Seuil, 2001.
- Coutant, I. **Délit de jeunesse** : la justice face aux quartiers. Paris : La Découverte, 2005.
- Dubar, C. **La socialisation**. Construction des identités sociales et professionnelles. Paris : Armand Colin, 1991.
- Dubet, F. **La Galère** : jeunes en survie. Paris : Fayard, 1987.
- Elias, N. **La société de cour**. Paris : Flammarion, 1985.
- Foucault, M. **Herméneutique du Sujet** : Cours au Collège de France. Paris : Seuil, 2001.
- Machado, L. A. (ed). **Vida sob cerco**. Violência e rotina nas favelas do Rio de Janeiro. Rio de Janeiro : Nova Fronteira, 2008.
- Vignoli, J. R. **Vulnerabilidad demográfica en América Latina** : qué hay de nuevo? Santiago del Chile : CEPAL, 2001.
- Weber, M. **L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme**. Paris : Gallimard, 2004.
- Zaluar, A. Pra não dizer que não falei de samba: Os enigmas da violência no Brasil. In : L. M. Schwartz & A. Novais (eds). **História da vida privada no Brasil** - Contrastes da intimidade contemporânea, vol. 4. São Paulo: Companhia das Letras, 1998. p. 245-318
- _____. **A máquina e a revolta**. Organizações populares e o significado da pobreza. Rio de Janeiro : Brasiliense, 2000.